

BORDJ-MENAÏEL

Un attentat, des craintes et des questions

L'attentat à la bombe, perpétré en fin de journée de ce lundi à Bordj-Menaïel casse de manière brusque l'optimisme dans le domaine sécuritaire, affiché aussi bien par les autorités civiles que par la majorité des citoyens de la wilaya de Boumerdès.

Pour rappel, une bombe artisanale ou peut-être une grenade, a explosé à l'entrée ouest de la ville citée plus haut, causant la mort de deux personnes.«Cet attentat vient malheureusement de nous rappeler que le risque zéro n'existe pas», dira un haut gradé que nous avons joint au téléphone, alors qu'il se trouvait à Bordj-Menaïel pour superviser l'ouverture d'une enquête sur cet attentat et ses éventuelles implications locales.

Selon notre interlocuteur, il subsiste toujours quelques éléments armés en errance dans les montagnes de la wilaya, qui peuvent encore faire mal. L'attentat de ce lundi, est-il vraiment l'œuvre macabre des islamistes armés ? C'est la lancinante question que se pose l'opinion publique de Bordj-Menaïel quelques minutes après cette tuerie. On serait tenté de rejeter vigoureusement cette question et la mettre sur le dos des partisans du «qui tue qui ?», mais l'opinion publique s'accroche à ses convictions.

Traumatisés par plus de 20 ans de violence inouïe, les Bordjiens ne peuvent être convaincus qu'avec des faits irréfutables. «Depuis 2006, je me suis interdit de me rendre dans les montagnes de Bordj-Menaïel pour

me recueillir sur les tombes de mes parents. Dernièrement, j'ai circulé de nuit sur ces mêmes montagnes et je n'avais aucune crainte. Je vous le dis ! Le terrorisme est vaincu mais le grand banditisme se déploie», nous dira, non sans colère, un entrepreneur natif de Bordj. Ceci pour la situation de Bordj-Menaïel qui a longtemps subi la hargne des islamistes armés.

Examinons l'état de la wilaya, au plan de nouveaux risques d'actes du terrorisme. Cette région est, pour plusieurs raisons, indicative sur le niveau atteint de la lutte anti-terroriste dans le pays.

Sécurité rétablie ou situation aléatoire ?

Que reste-t-il de la nuisance des djihadistes d'Aqmi en Basse Kabylie, tout particulièrement les plus redoutables phalanges – El Arkam et El Ansar — qui ont fait couler le sang de milliers de personnes, commis d'énormes destructions et ralenti au moins de deux décennies, le développement de l'ouest de la Kabylie ? C'était la question que nous nous posions en ouverture de notre article du 12 août 2013, sur le volet sécuritaire qui prévalait dans la wilaya de

Boumerdès. Quelle est la situation depuis l'été 2013 ? Deux réponses peuvent être avancées. En premier lieu, depuis le 20 août 2013, il n'y a eu pratiquement aucun attentat à inscrire à l'actif des éléments d'Aqmi. Le dernier attentat à l'explosif a été commis contre les policiers de Baghlia, dans l'est de la wilaya. 5 policiers ont été blessés. Cet acte criminel a été suivi d'une marche de citoyens de la ville, qui exigeaient plus de sécurité et la capture ou l'élimination de tous les terroristes.

En second lieu , depuis l'été dernier, l'armée et les éléments de la BMPJ (Brigades mobiles de la police judiciaire) ont redoublé d'efforts pour faire changer de camp à la peur. Et pour cause, les derniers noyaux des katibats (phalanges-) – on se sert plus de la désignation de seriates (cellules) tellement les effectifs d'Aqmi sont réduits— sont pourchassés. Les résultats parlent d'eux-mêmes.

Très rapidement après l'attentat, qui a visé les policiers cités plus haut, l'armée a déclenché – le 30 août — une opération dans le massif d'Azeghoune, pas loin de Baghlia, contre un groupe armé. Un terroriste a été éliminé. 4 autres terroristes seront, en outre, éliminés début septembre 2013 à Baghlia et Cap-Djinet, localités qui font partie de ce que fut le territoire de la katibat El Ansar. El Ansar était, rappelons-le, quasiment

un bataillon du temps de son fondateur Abdelhamid Sadaoui, le natif de Aïn El Hamra, un village du nord de Bordj-Menaïel. Mais c'est à Dellys que cette katibat, reçoit le 28 septembre, ce que les observateurs assimilent à un coup fatal.

En effet, après une lutte acharnée contre 5 terroristes, terrés dans une casemate creusée dans une villa au milieu d'un quartier de la ville, le groupe a été entièrement anéanti. Que reste de cette phalange ? Des éléments en errance dans le piémont de la région est de la wilaya, région agricole riche, qui rackettent des fellahs isolés pour survivre. D'ailleurs, la majorité de ces fellahs n'ont plus peur des terroristes et refusent de payer.

Pour mesurer l'ampleur de l'effort, il y a lieu de se rappeler qu' El ansar avait organisé les deux attaques kamikazes en 2007 et 2008, contre l'unité de la Marine nationale de Dellys et l'Ecole supérieure de la Gendarmerie nationale des Issers. Le bilan a été très lourd, plus d'une centaine de personnes entre marins et candidats au concours d'entrée à l'Ecole, ont été déchiquetées par les explosions. La seconde katibat, El Arkam, la plus redoutable et la plus sanguinaire, a été également la cible des services de sécurité qui veulent absolument la réduire au silence complet.

Le sinistre bilan de cette phalange est extrêmement lourd. Elle avait pla-

nifié entre 2007 et 2008 pas moins de 7 attentats kamikazes, dans les seules communes de Thénia, Zemmouri et Ammal.

La population des montagnes d'Aït Amrane, Souk El Had, Thénia, Si Mustapha ou Zemmouri ne signale plus le passage de terroristes, ce qui veut dire qu'il ne reste quasiment rien de ce groupe. Elle a été par le passé, d'un grand secours aux groupes, notamment à la sinistre seriate El Hourra, qui terrorisaient la capitale. A l'ouest de Boumerdès, la katibate El Feteah dont 7 éléments de Larbatache ont tenté de la faire renaître de ses cendres. Ils ont été très rapidement neutralisés par les policiers de Khemis El Khechna. Ils croupissent en prison. C'est clair que le terrorisme est dans une phase terminale. Les sacrifices et les efforts des citoyens et des forces de l'ordre n'ont pas été vains. Ne commettons pas l'erreur comme le font sciemment certains médias, qui attribuent les mérites à une pers0onne.

Après des années de violences, de souffrance et de privations, les Algériens veulent vivre dans la paix. La colère des Bordjiens n'est pas dénuée de bon sens. Ils nous l'ont dit clairement. Ils veulent plus de clarté dans le combat contre les reliquats du terrorisme. «Nous voulons un combat politiquement assumé», affirment-ils. Tout est dit.

Abachi L.

POUR CALMER ET RASSURER LA POPULATION SUITE À L'ATTENTAT DE CE LUNDI

Le directeur de la Sûreté de wilaya à Bordj-Menaïel

Juste après l'attentat à l'explosif de Bordj-Menaïel qui a coûté la vie à deux personnes, une foule en colère contre les policiers s'est regroupée vers 19 heures sur les lieux de la tuerie. Par la suite, elle s'est déplacée à l'hôpital pour marquer sa solidarité avec les victimes avant de rejoindre l'esplanade, qui fait face au commissariat central de la ville.

Sur place, cette même foule a manifesté bruyamment sa réprobation contre le commissaire de la Sûreté de daïra, le procureur du tribunal et le chef de Daïra. «Nous exigeons le départ de ces trois responsables», ont clamé plusieurs citoyens avec qui nous avions discuté.

Cette colère citoyenne a été

déclenchée par un bras de force entre population et ces responsables, au sujet des barricades sécuritaires érigées à plusieurs endroits de la ville. Ces obstacles rendaient la circulation automobile impossible. Au début de ce mois, des centaines de citoyens se sont regroupés devant le siège de la commune pour exiger la suppression

de ces barricades. Comme les manifestants n'ont constaté aucune amélioration de la circulation, samedi passé, ils se sont rassemblés une seconde fois pour enlever eux-mêmes ces barricades. En début de nuit de dimanche, des policiers, sur injonction du procureur de Bordj-Menaïel, nous ont affirmé plusieurs citoyens de la localité, ont tenté de restaurer ces barricades en disposant des blocs en béton. Les citoyens s'y sont opposés. Les manifestants sont restés sur les lieux jusqu'au milieu de la nuit. Plusieurs sources citoyennes nous ont certifié que des propos

acerbes ont été lancés à l'endroit des manifestants. Ce qui a exacerbé l'ire de la population, après l'acte criminel. Juste après l'attentat, Ali Badaoui, le directeur de la Sûreté de la wilaya s'est déplacé à Bordj-Menaïel. Il a discuté avec les citoyens regroupés autour du commissariat.

Concernant la demande du départ de son officier, le directeur de la Sûreté ne s'est pas avancé. La décision revient sûrement à la DGSN. Mais le patron de la police a promis des renforts pour améliorer la sécurité en ville. Au téléphone, il nous a effectivement fait part de la construction de

trois Sûretés urbaines. «Elles seront opérationnelles en décembre 2014», nous a-t-il déclaré.

De plus, il s'est engagé sur l'acheminement rapide de renforts pour mieux sécuriser la ville.

Au niveau du parquet général de Boumerdès, nous avons communiqué au secrétariat du procureur général, et notre numéro de téléphone, et notre question au sujet de la demande citoyenne concernant le procureur de Bordj-Menaïel ; comme à son habitude, cette institution est restée muette.

A. L.

TRIBUNAL DE TIZI-OUZOU

Quatre peines capitales pour rapt et assassinat

Au delà des peines requises par le parquet et celles retenues par le tribunal à l'issue d'un long procès, qui duré une bonne partie de la journée d'avant-hier, lundi, on retiendra l'innommable crime commis à l'encontre de la personne de Ali Laceuk, qui a été victime d'une véritable équipée sauvage et à qui, rien n'a été épargné en termes d'atrocités et d'humiliation...

Le procès des assassins du jeune Ali Laceuk du village Tala Khelil, dans la commune d'Aït Douala, dont la disparition remonte au mois de février 2013, a été au menu de l'ouverture de la nouvelle session criminelle du tribunal criminel près la cour de Tizi-Ouzou, dans la journée de lundi dernier. A la barre défileront de nombreux témoins, dont les frères et la mère de la victime et bien sûr, les prévenus et mis en cause dans le rapt et l'assassinat du jeune Ali Laceuk. Arrêtés en mai 2013, ces derniers qui sont tous originaires de Naciria dans la wilaya de Boumerdès, étaient au nombre de six dont quatre ont été accusés de rapt et de meurtre avec préméditation. Il s'agit de B. Mourad dit Moumouh, 26 ans, principal accusé dans cette affaire et dans laquelle étaient impliqués, pour le même chef d'inculpation, les nommés B. Abdenour, 28 ans, F. Khaled, 27 ans et B. Lounès, 28 ans.

Quant à B. Salah, 24 ans et B. Ramdane, 31 ans, ils étaient accusés de non dénonciation de crime. Au delà des peines requises par le parquet et celles retenues par le tribunal à l'issue d'un long interrogatoire des prévenus, de l'audi-

tion des témoins ainsi que des plaidoiries qui ont duré une longue partie de la soirée, on retiendra l'innommable crime commis à l'encontre de la personne de Ali Laceuk, qui a été victime d'une véritable équipée sauvage et à qui, rien n'a été épargné en termes d'atrocités et d'humiliation de la part de B. Mourad, B. Abdenour, F. Khaled et de B. Lounès à l'encontre desquels le tribunal n'a, finalement, pas hésité à suivre le réquisitoire du représentant du ministère public, en prononçant la peine maximale de la réclusion perpétuelle, dans une affaire où l'innommable se la disputait au macabre.

Des détails sordides qu'on se retiendra de nommer ici, par respect à la mémoire de la victime et que la présidente du tribunal se devait, dans son interrogatoire, de rappeler aux accusés, en remontant le fil des événements depuis la fameuse journée de février 2013 de la disparition de Laceuk Ali et qui restera en captivité durant presque deux mois. Laps de temps durant lequel se jouait un véritable drame, celui de la famille d'abord, sur fond d'un emballement médiatique, qui relayait la mobilisation de la population des Aït Douala solidaire avec la famille Laceuk et qui dénonçait dans ses communiqués, à forte charge politique, une situation sécuritaire délétère et fortement marquée par des événements qui n'incitaient pas à la quiétude, au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Cet épisode ne sera pas, bien sûr, évoqué lors du procès d'avant-hier lundi, car les motivations, les causes des péripéties de l'affaire et des

faits sur lesquels est revenu le tribunal sont à chercher dans l'histoire personnelle des prévenus. En tous cas, dans celle du principal accusé, B. Mourad, par qui adviendra le malheur de la famille Laceuk et dont les membres, les deux frères de Ali qui doivent, à présent, se poser bien des questions sur la nature humaine, eux qui sont revenus longuement, lors du procès, sur le bien qu'ils ont fait, en lui assurant le gîte et le couvert lors de son séjour irrégulier en France, pour celui qui sera à l'origine du rapt et du crime abject dont sera victime leur frère.

Se prévalant de vagues relations à Tala Khelil, B. Mourad élira domicile dans l'établissement commercial (un café) dans la région parisienne des frères Laceuk. «Nous lui avons fait beaucoup de bien, Nous le traitions comme un membre de la famille», racontaient tour à tour les deux frères d'Ali. Le plus jeunes témoignera de l'affection qu'il avait pour «Moumouh», comme on appelait communément B. Mourad. «Je lui parlais de tout ce qui concerne ma vie et même de ma famille.

Il savait tout sur nous», lâche le cadet des frères Laceuk, qui ajoutera dépité «je lui ai même remis 500 Euros le jour de son retour contraint en Algérie. C'était pour lui permettre de ne pas rentrer les mains vides. Je lui ai seulement dû de rembourser la somme à mon frère Ali, qui est dans le besoin puisqu'il est chômeur», dira le jeune Laceuk. L'autre frère se souviendra des propos intrigants pour l'époque de B. Mourad qui dépitait par l'échec de son projet d'émigration

en France et contraint de revenir en Algérie, se plaisait à parler ainsi des desseins qu'il comptait mettre en œuvre, une fois rentré au pays, où disait-il : «je vais rejoindre le maquis terroriste ou commettre un enlèvement», témoignait devant le tribunal, Khaled Laceuk qui, plus tard, vérifiera à ses dépens le jusqu'aboutisme de B. Mourad, qui ne tardera pas à mettre à exécution son funeste projet. Il était la dernière personne avec laquelle A. Laceuk, qui voulait lui aussi rejoindre la France (ses frères voulaient le faire venir là-bas pour le faire soigner après le grave accident de la circulation qui lui a laissé de séquelles) a été en contact par téléphone.

Le 22 février, ils se rencontreront aux alentours du barrage Taksebt et, depuis, le cauchemar. Mais au-delà de toutes ces péripéties sur lesquelles reviendra le procès, durant toute une partie de la journée de lundi dernier, il y a la réalité psycho-sociale. Celle d'un groupe de quatre jeunes qui occupaient leur temps à qui mieux-mieux, entre chômage, emplois précaires et petits vices : drogue, alcool... Jusqu'au jour où ils seront réunis autour d'un projet criminel qu'ils ont mis en œuvre.

Des faits pour lesquels le tribunal vient de les condamner à la peine capitale. B. Ramdane et B. Salah, qui ont été accusés dans la même affaire mais pour non dénonciation de crime, auront chacun un sort judiciaire différent, le premier sera acquitté par le tribunal. Quant au second prévenu, il écopera d'un an de réclusion criminelle.

S. A. M.